

**REGLEMENT COMMUNAL**  
**SUR LA PROTECTION DES ARBRES**

---

**Article premier**

Base légale

Le présent règlement est fondé sur les articles 5, lettre b, et 6, alinéa 2, de la loi cantonale vaudoise sur la protection de la nature, des monuments et des sites du 10 décembre 1969 (LPNMS) et sur son règlement d'application du 22 mars 1989.

**Article 2**

Champ d'application

Tous les arbres de 30 cm de diamètre et plus, mesurés à 1,30 m du sol, ainsi que les cordons boisés, les boqueteaux et les haies vives sont protégés. Les diamètres des troncs multiples sur un même pied mesuré à la même hauteur sont additionnés. Les arbres faisant partie des vergers sont exclus de cette protection.

Les dispositions de la législation forestière demeurent réservées.

**Article 3**

Abattage

L'abattage d'arbres protégés ne peut être effectué qu'avec l'autorisation de la Municipalité.

Il est en outre interdit de les détruire, ou de les mutiler, par le feu ou tout autre procédé.

Tout élagage et écimage inconsidérés et non exécutés dans les règles de l'art seront assimilés à un abattage effectué sans autorisation.

Des travaux ou des fouilles ayant blessé gravement les racines ou toute autre partie de l'arbre, sont assimilés à un abattage effectué sans autorisation.

**Article 4**

Autorisation d'abattage  
et procédure

La requête doit être adressée par écrit à la Municipalité, dûment motivée et accompagnée d'un plan de situation ou d'un croquis précisant l'emplacement d'un ou des arbres ou plantations protégés à abattre.

La Municipalité accorde l'autorisation lorsque l'une ou l'autre des conditions indiquées à l'art. 6 de la LPNMS, ou dans ses dispositions d'application, sont réalisées.

La demande d'abattage est affichée au pilier public durant vingt jours.

La Municipalité statue sur la demande et sur les oppositions éventuelles.

Le permis d'abattage est périmé dans un délai de 3 ans dès sa date d'émission si l'abattage n'a pas été effectué.

Arborisation  
compensatoire

#### **Article 5**

L'autorisation d'abattage peut être assortie de l'obligation pour le bénéficiaire de procéder, à ses frais, à une arborisation compensatoire déterminée d'entente avec la Municipalité (nombre, essence, surface, fonction, délai d'exécution).

L'exécution sera contrôlée et sera conforme aux dispositions légales.

En règle générale, cette arborisation compensatoire sera effectuée sur le fond où est situé l'arbre à abattre. Toutefois, elle peut être faite sur une parcelle voisine, pour autant que son propriétaire s'engage à se substituer au bénéficiaire de l'autorisation.

Si des arbres et plantations protégés au sens de l'art. 2 sont abattus sans autorisation, la Municipalité peut, nonobstant l'application des sanctions prévues à l'art. 9, exiger une plantation compensatoire.

Taxe compensatoire

#### **Article 6**

Lorsque les circonstances ne permettent pas une arborisation compensatoire équivalente, le bénéficiaire de l'autorisation d'abattage sera astreint au paiement d'une taxe dont le produit, distinct des recettes générales de la commune, sera affecté aux opérations d'arborisation réalisées par la commune, à l'exception de celles à caractère forestier.

Le montant de cette taxe, fixée par la Municipalité, est de Fr. 100.-- au minimum et de Fr. 3'000.-- au maximum. Il se calcule par rapport à la dimension, à l'espèce et à l'état sanitaire des arbres abattus, en tenant compte des plantations compensatoires qui seront effectuées.

Entretien et conservation

#### **Article 7**

L'entretien des arbres protégés par le présent règlement (taille, élagage, etc.) est à la charge des propriétaires. Cependant, lorsque l'entretien devient trop onéreux et que la Municipalité s'oppose à l'enlèvement d'un arbre, son entretien en incombe à la commune et pour autant que le propriétaire puisse prouver un entretien régulier de l'arbre.

Lorsqu'ils bordent une allée ou une place, une surface au sol suffisante doit être maintenue libre autour des arbres protégés pour l'irrigation et la respiration des racines. Si besoin est, des constructions appropriées devront être réalisées afin de protéger leurs racines de l'infiltration de substances dommageables.

- Article 8**
- Recours  
Toute décision de la Municipalité prise en application du présent règlement est susceptible d'un recours au Tribunal cantonal, Cour de droit administratif et public.
- Le recours s'exerce dans les 30 jours qui suivent la communication de la décision municipale, la date du timbre postal faisant foi, conformément aux dispositions de la loi sur la juridiction et la procédure administratives.
- Article 9**
- Sanctions  
Celui qui contrevient au présent règlement est passible d'une amende en application de l'art. 92 LPNMS.
- La poursuite a lieu conformément à la loi sur les contraventions.
- Article 10**
- Dispositions finales  
Pour tout ce qui ne figure pas dans le présent règlement, il sera fait référence à la LPNMS et à son règlement d'application.
- Article 11**
- Le présent règlement abroge le règlement communal sur la protection des arbres du 13 avril 2000 et entre en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement.

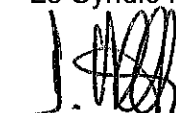
Adopté par la Municipalité dans sa séance du 5 mars 2009

**AU NOM DE LA MUNICIPALITE**


COMMUNE DE ROLLE

REGLEMENT DU CLASSEMENT COMMUNAL DES ARBRES

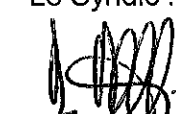
Approuvé par la Municipalité  
dans sa séance du 5 mars 2009

Le Syndic :  
  
D. Belotti



Le Secrétaire :  
  
P. Petter

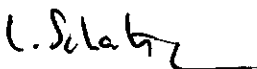
Règlement soumis à l'enquête publique  
du 3 avril 2009 au 4 mai 2009

Le Syndic :  
  
D. Belotti




Le Secrétaire :  
  
P. Petter

Adopté par le Conseil communal  
dans sa séance du 6 octobre 2009

Le Président :  
  
L. Schatzmann



Le Secrétaire :  
  
V. Cherpillod

Approuvé par le Département de la sécurité et de l'environnement, le  
l'atteste

12 NOV. 2009

La Cheffe du Département :



